

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir décret-loi du 4 octobre 1939 susvisé au J. O. R. F. du 10 octobre 1939 — page 12214).

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 19 février 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 3 novembre 1939 a complété et modifié, en ce qui concerne le territoire métropolitain, la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cette loi ayant été promulguée dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret-loi du 3 novembre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre, sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir décret-loi susvisé du 3 novembre 1939 au J. O. R. F. du 8 novembre 1939 — page 12942).

Cafés coloniaux

ARRETE N° 152 promulguant au Togo le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 15 février 1938 organisant le contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 27 juin 1938;

Vu le décret du 21 juin 1938 modifiant et complétant le décret susvisé du 15 février 1938 (arrêté de promulgation n° 422 du 23 juillet 1938);

Vu le décret et arrêté ministériel du 10 janvier 1940 relatifs aux cafés coloniaux promulgués au Togo le 9 février 1940;

Vu le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret susvisé du 10 janvier 1940, réglementant l'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, entrera en application à l'expiration du délai d'un an comptant de la date de sa publication au *journal officiel*.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Exportation des capitaux — Opérations de change et commerce de l'or

ARRETE N° 153 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 relatif aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français, promulgué au Togo le 27 décembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du même jour rendant applicable le décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application du décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français, modifié par décret du 29 novembre 1939;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 6 b de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Encaissement du montant en devises étrangères de la rémunération de services ou de produits ou de revenus de biens à l'étranger sous réserve de cession des devises à l'office colonial des changes dans un délai de deux mois au maximum à compter du jour de l'encaissement des devises, ou, s'il s'agit de coupons ou arrrages dans un délai d'un mois à compter du jour de l'encaissement des devises, celui-ci devant être effectué au plus tard trois mois après la date de la mise en paiement ou du détachement ».

Fait à Paris, le 23 février 1940.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Service radioélectrique

ARRETE N° 154 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 24 février 1940 fixant les attributions du service radioélectrique du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;